

Corruption : le patron de la filiale russe de SocGen assigné à résidence

Le patron de la filiale en Russie de la Société Générale, Rosbank, inculpé de corruption, a été assigné à résidence vendredi 17 juin par un tribunal, les enquêteurs suggérant de leur côté que l'affaire puisse connaître de nouveaux développements. Le tribunal Presnenski de Moscou a assigné Vladimir Goloubkov à résidence jusqu'au 16 juillet, alors que les enquêteurs demandaient son placement en détention provisoire.

Selon les enquêteurs, le banquier a retiré les 17 millions de dollars qui étaient sur son compte en banque et pourrait s'enfuir, ont rapporté les médias russes.

« *Il s'agit plutôt d'une dispute entre des organisations commerciales* », a déclaré M. Goloubkov devant le tribunal, sans plus de détails. « Je considère que je ne suis pas coupable et je vais le prouver par tous les moyens », avait-il déclaré auparavant à l'agence Ria Novosti, en marge d'une audience le 16 mai au tribunal. Il a aussi démenti les informations selon lesquelles son arrestation était liée à des conflits entre les dirigeants russes et français de la banque.

Accusé d'avoir obtenu un pot-de-vin de plus d'un million de dollars, Vladimir Goloubkov a été inculpé le 16 mai de corruption à grande échelle et risque jusqu'à sept ans de prison. Il lui est désormais interdit de quitter son domicile à Moscou pendant deux mois. Selon un communiqué du comité d'enquête, Vladimir Goloubkov « *a exigé, par l'intermédiaire de sa subordonnée Tamara Polianitsyna, plus d'un million de dollars du représentant d'une société commerciale* » en échange de conditions de crédit plus favorables.

Un homme d'affaires et ancien conseiller municipal de Moscou du parti au pouvoir Russie unie, Andreï Kovalev, a annoncé dans les médias être victime dans cette affaire. « *Ces gens-là ont créé pour moi des conditions dans lesquelles je ne pouvais pas quitter la banque après avoir reçu un crédit (...). Ils ont menacé de confisquer des biens pour un montant égal à six fois celui du crédit* », a-t-il raconté à la radio RSN. « *Ils ont exigé 1,5 million de dollars. Après des négociations, j'ai dû accepter* », a-t-il ajouté. « *Je pressentais que cela pouvait mal finir et j'ai fait un enregistrement audio* », a -t-il raconté sur la chaîne de télévision publique Rossia 24.

Une source proche de l'enquête a indiqué à l'agence Interfax que de nouveaux développements pourraient apparaître dans l'affaire de Rosbank. « *Actuellement, on vérifie des informations sur de possibles actes illicites visant les compagnies qui obtenaient des crédits à la banque* », a indiqué cette source. « *On ne peut pas exclure que de nouveaux épisodes apparaissent dans cette affaire* », a-t-elle ajouté.

Cette affaire porte un coup dur à la Société Générale, qui est l'une des dernières banques étrangères encore présentes sur le marché russe. La banque française détient plus de 82 % de Rosbank, qui est son deuxième réseau après la France.